

Publié le 26 novembre 2015

Vatileaks 2 : un pétard mouillé ?

La publication en vrac d'une grande quantité d'informations de nature diverse, en grande partie liée à une phase du travail aujourd'hui dépassée, fait tendancieusement l'impasse sur l'évaluation objective des résultats atteints. Pire, elle crée l'impression du contraire et fait croire que règne une confusion permanente, la non-transparence, voire même la poursuite d'intérêts individuels ou incorrects. En outre, cela ne rend pas justice au courage et à l'engagement avec lesquels le Pape et ses collaborateurs ont fait face et continuent à relever le défi que représente l'amélioration de l'utilisation des biens temporels au service du spirituel.

La protestation vigoureuse du Père Lombardi dans [VIS \(visnews_fr@mlists.vatican.va\)](mailto:visnews_fr@mlists.vatican.va) du 4 novembre au sujet des documents du Vatican officiels volés et utilisés dans deux livres, *Avarizia* et *Via Crucis*, publiés par Gianluigi Nuzzi et Emiliano Fittipaldi, montre que cette fois-ci, l'Église n'a pas l'intention de se laisser entraîner par un nouveau Vatileaks.

Deux personnes ont été arrêtées et interrogées au Vatican : «Un prélat espagnol, Mgr Lucio Angel Vallejo Balda toujours détenu sous la responsabilité de la gendarmerie vaticane, et une laïque italienne, Francesca Chaouqui, interrogée et relâchée. Ces deux personnes sont accusées d'avoir divulgué des documents économiques.»

«C'est un délit», a dit le Pape François lors de son allocution à l'Angélus du 9 novembre ; «c'est moi qui avait demandé de faire cette étude, et ces documents avaient déjà été portés à ma connaissance et à celle de mes collaborateurs». La plus grande partie des “faits révélés” étaient tout à fait connus des autorités vaticanes. Dire par exemple que «400 millions d'euros auraient été détournés de la caisse du “Denier de Saint Pierre” pour les besoins de la Curie» ne rime pas à grand-chose. Les fonds du Denier de Saint-Pierre proviennent des fidèles de tous les pays du monde et sont utilisés par les “charités” de Saint-Pierre, lequel les distribuent selon les besoins du moment. Les révélations des appartements du Cardinal Bertone qui auraient pompé 200 000 euros de la Fondation de l'hôpital du Bambino Gesù pour les enfants malades, comme le rapporte Andrea Tornielli dans [Vatican Insider](#), ont reçu un démenti indigné de la part de Bertone lui-même dans une interview accordée au [Corriere della Sera](#) : «Il s'agissait de deux appartements délabrés et abandonnés depuis des années. Le Gouvernorat m'a autorisé une dépense de 300 000 euros : j'ai payé avec mes économies pour un appartement qui ne m'appartient pas et qui restera au Gouvernorat. [...] Et j'exclus absolument avoir jamais donné des directives ou autorisé la Fondation à effectuer un quelconque paiement.»

Est-ce «la mort du secret pontifical» comme l'analyse John Allen dans [Crux](#) ? «A cause de l'attention publique soutenue à l'égard du Pape François, tout ce qui en vient à “fuir” est

virtuellement destiné à devenir un scoop, ce qui enchérit dramatiquement le marché de ce genre de fuites.» Car, comme l'indique [Courrier International](#) citant *l'Avvenire*, «ce qui est certain, c'est que le Vatican ne procède pas à la légère, qu'un vol de documents a bien eu lieu, et qu'il a permis d'alimenter deux ouvrages». Et que l'intention de leurs auteurs était de «rendre service au Pape en révélant les irrégularités des finances vaticanes». Le majordome du Pape Benoît XVI avait dit la même chose. Et l'on ne voit vraiment pas comment un vol peut aider le Pape à gouverner l'Église.

Le Pape François est clair : le vol de ces documents est «un acte déplorable qui n'aide pas». «J'avais personnellement demandé que l'étude soit effectuée et mes conseillers et moi-même étions bien au courant du contenu de ces documents ; et des mesures ont été prises qui ont commencé à porter leurs fruits, de manière visible pour certains d'entre eux».

Car, comme le dit Christopher Lamb dans [The Tablet](#), «Malheureusement, les allégations de mauvaise gestion de l'argent par le Vatican ne sont pas des faits nouveaux», arguant que la nouveauté était plutôt dans le travail de réforme énergique entrepris par le pape. «Les documents obtenus par les auteurs sont le résultat des audits demandés par le pape lui-même pour la réforme que les cardinaux attendaient de lui en l'élisant au Siège de Pierre, le 13 mars 2013», explique Mgr Becciu dans *Zenit*. «A propos des excès de la Curie, si quelqu'un a exagéré, il devra se corriger et réduire la voilure. Sur les appartements du Vatican, il ne faut pas être populiste : ils demeurent aux personnes jusqu'à la fin de leur charge pour ensuite passer à une autre. Ce sont des appartements hérités de l'histoire, ils ne sont pas fonctionnels mais qu'est-ce qu'on doit en faire, les détruire ? Faire d'autres appartements ? Nous devons sortir de Rome ? En faisant cela, on dépenserait encore plus d'argent» ajoute-t-il, indiquant que le Pape avait «souffert» dans cette histoire.

Autre nouveauté absolue, les deux journalistes écrivains ont été «mis en examen par le Vatican», révèle le [Corriere della Sera](#) du 11 novembre, «grâce à une loi promulguée par le pape François en juillet 2013», indique Anita Bourdin dans *Zenit*. «La réforme Bergoglio ne s'arrête pas aux frontières de la Cité du Vatican», poursuit-elle, ce qu'elle qualifie de «virage dans l'attitude du Vatican». Car ces deux ouvrages, entretenant l'image d'une Église riche pleine de prélats entretenus par l'obole des veuves, finissent par «jeter injustement l'opprobre sur l'Église», analyse Jean-Marie Guénois dans [Le Figaro](#). «Car il est enfin un prisme déformant que les deux ouvrages négligent : 95 % des “affaires” révélées sont profondément, et donc culturellement, “italiennes” avant d'être “catholiques”. Elles touchent en effet une minorité de prélats – italiens – liés à des affairistes – italiens – passés maîtres en l'art du clientélisme et des arrangements bénins ou crapuleux qui nourrit une compromission ordinaire pour exploiter cette rente de situation que peut être, parfois, le Vatican.» La solution serait-elle de «se désengager de l'emprise de clergé italien» comme l'avait déjà suggéré [Atlantico](#) lors du premier Vatileaks en 2012 ?

Ces attaques ont contribué à créer «une atmosphère, un climat lourd» confie le Cardinal Parolin, secrétaire d'État relayé dans [La Croix](#), même s'il admet des «résistances» au sein de la Curie contre la réforme : «Dire que ces résistances sont physiologiques est trop peu ; dire qu'elles sont pathologiques, c'est trop». Le vice-coordonateur du Conseil pour l'économie, le Maltais Joseph Zahra, a confié à *Crux* que «le processus de réforme est désormais irréversible [...], que les

nouvelles structures du Saint-Siège fonctionnent et [que] les révélations récentes n'auront donc aucun impact sur tout le travail qui se fait.»

Rédaction SRP

Retrouvez cet article sur notre [site](#)